Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 42 (1984)

Heft: 1

Buchbesprechung: Bibliographie

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Bibliographie

SÉCURITÉ SOCIALE: QUELLE MÉTHODE DE FINANCEMENT ?

UNE ANALYSE INTERNATIONALE[1]

Cette analyse, conduite pour le BIT par un groupe tripartite d'experts réunissant des gouvernements, des employeurs et des travailleurs, examine dans un premier temps l'incidence des modalités de financement de la sécurité sociale sur le coût de la main-d'œuvre, sur l'emploi et, plus généralement, sur l'économie nationale. En effet, étant donné l'importance croissante des transferts effectués par les systèmes de sécurité sociale, les méthodes de financement très diverses selon les pays, les époques et les circonstances ne sont plus neutres par rapport à d'autres phénomènes sociaux et économiques, notamment l'emploi.

Les charges sociales croissantes auxquelles doivent faire face de nombreux pays, les contraignent à augmenter les rendements des méthodes de financement existantes ou à trouver de nouvelles sources de recettes. Les différentes mesures pouvant être prises à ces fins sont présentées avec leurs avantages et leurs inconvénients. Parmi ces mesures, on trouve l'augmentation des taux de cotisations, le déplafonnement des cotisations, l'élargissement de l'assiette des contributions (en prenant non plus les salaires comme assiette, mais l'ensemble de la valeur ajoutée), ou encore le recours à des moyens de financement complémentaires, dont la fiscalisation. Le choix de l'une de ces méthodes ou d'une de leurs combinaisons dépendra de critères politiques, économiques, sociaux ou techniques.

Dans un deuxième temps, l'étude définit trois principes qui devraient guider la rationalisation du financement:

1. tenir compte des conditions techniques en appropriant de manière sélective les ressources, c'est-à-dire en recherchant une nouvelle logique financière d'inspiration fonctionnelle pour remplacer la logique institutionnelle perdue à cause d'un souci d'unification administrative,

2. tenir compte des conditions sociales à l'aide d'une répartition équitable des charges pour une réduction des inégalités sociales et l'amélioration de la solidarité nationale,

3. tenir compte des conditions économiques en liant les modalités de financement aux objectifs de la politique économique.

Cette étude est accompagnée du résumé de six communications en matière de financement de la sécurité sociale en Argentine, en Australie, en Espagne, aux Etats-Unis, en France et en Hongrie. Ces comptes rendus décrivent la position prise dans les pays concernés quant aux critères qui devraient guider la rationalisation du financement de la sécurité sociale, en

[1] Bureau International du Travail,

mettant en évidence l'importance des particularités nationales. Toutefois, tous ces pays doivent faire face à un problème commun: l'augmentation constante des charges sociales. Cette réalité est également mise en évidence par une analyse statistique des pays de l'OCDE et des pays européens à économie planifiée qui relève une progression générale des recettes de sécurité sociale dans le but de compenser cette croissance.

En conclusion, cette publication donne une vision intéressante, à la fois globale et spécifique, des différents systèmes de sécurité sociale, de leurs modes de financement, du rôle qu'ils jouent et qu'ils pourraient jouer suivant les orientations choisies.

Evelyn Raillard